

Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport Annuel du Déléataire - Exercice 2022 - Examen

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018. Un avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier). Par délibération du 28 juin 2022, l'avenant n°6 a été approuvé pour mettre en conformité le contrat de délégation de service public avec la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République suite à sa publication au journal Officiel du 25 août 2021, notamment les principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit, avant le 1^{er} juin de chaque année, à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service, de l'année précédente. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport annuel du délégataire doit être examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Fourrière Automobile portant sur l'année 2022 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 18 juillet 2023 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE en date du 7 novembre 2023 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, en date du 30 novembre 2023.

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'enlèvement, sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution des véhicules, conformément aux prescriptions du Code de la route. Le délégataire agit à la demande de la Ville de Montpellier après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions. Le délégataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules, le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel. En cas de revalorisation, ces tarifs sont validés par le conseil municipal.

Dans le cadre de cette délégation, en complément d'activité, la Ville de Montpellier a souhaité la mise en place d'une prestation d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU) auprès des particuliers.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2022 porte donc sur la 5^{ème} année de délégation.

II) Présentation, analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué :

A/ L'activité :

1/ Enlèvements de véhicules :

En 2022, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 8 121. Il est à noter que 34 interventions ont été annulées avant l'arrivée du camion du délégataire sur le lieu prévu de l'enlèvement.

L'activité Fourrière se compose de :

- 7 707 véhicules entrés en fourrière sur réquisition des autorités de police ;
- 365 véhicules restitués sur le lieu d'intervention ;
- 15 véhicules ayant fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 8 087 intervention en 2022 :

- ✓ 1 751 véhicules pour la police nationale (22%) ;
- ✓ 6 336 véhicules pour la police municipale (78 %).

Le taux d'efficacité d'EGS Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totale) s'élève à 99,6 %.

2/ Sorties de véhicules :

En 2022, les sorties de véhicules se répartissent ainsi, compte tenu également du stock existant sur l'exercice précédent :

- 5 665 enlèvements de véhicules facturés à leurs propriétaires ;
- 2 491 véhicules mis en destruction ;

- 51 véhicules vendus par les Domaines.

Conformément à l'article 50 du contrat, il est prévu une prise en compte des annulations de procédure émanant des autorités de police compétentes. Pour l'année 2022, 34 procédures ont été concernées.

3/ Service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Afin d'améliorer la gestion en amont des véhicules épaves ou en voie d'épavisation sur le territoire de la commune, il est mis en place un service gratuit d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU). Sur demande des propriétaires des véhicules, le délégataire prend en charge l'enlèvement, la destruction physique et administrative. Ce service a concerné 113 véhicules pour l'année 2022.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1/ Les terrains et locaux :

Deux terrains et des locaux sont mis à disposition par la Ville pour l'activité fourrière :

- Un Site principal sis 1945 Avenue de Toulouse, d'une superficie totale de 6 970 m² qui se compose de :
 - ✓ 5 540 m² de parking et surface ouverte de stockage, dont un parking accueil usagers ;
 - ✓ 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
 - ✓ 97 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire ;Ce site comprend également des bureaux contigus à ceux du délégataire réservé à l'unité fourrière de la Police Municipale. Cet agencement facilite la gestion de l'activité fourrière du fait de la complémentarité des deux activités administratives et opérationnelles. Un avenant n°3 du contrat DSP a permis l'extension de ce site, avec la mise à disposition d'un terrain avec hangar sis 30 chemin de Poutingon, d'une superficie de 1 834 m², à compter d'avril 2021 ;
- Un terrain de stockage annexe, sis 280 chemin de Poutingon est réservé principalement aux véhicules de type « judiciaires » et « volés ».

La Fourrière automobile est desservie par les transports en commun, bus et ligne de tramway « arrêt Sabines ». Les heures d'ouverture au public sont les suivants : du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30 et le samedi de 09h30 à 16h00.

2 / L'effectif :

Au 31 décembre 2022, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 chef de parc (adjoint du responsable d'exploitation), 2 personnel d'accueil et 7 chauffeurs.

3/ Véhicules d'enlèvement :

Le parc de véhicules est constitué de 9 véhicules de remorquage : un camion plateau, sept véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m³ pour l'enlèvement des deux roues. En complément, le délégataire dispose d'un véhicule élévateur afin d'assurer la gestion du site. L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires.

C/ La qualité du service public :

Le site de la fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'élargir le périmètre Qualivilles à l'accueil fourrière de la police municipale depuis 2013.

Le site internet du délégataire « *fourrière de Montpellier* » permet de confirmer la mise en fourrière d'un véhicule et de connaître sans délai les conditions de restitution. Ce canal garantit l'information du public 365 jours par an et 24h/24.

D) La grille tarifaire :

Les tarifs au 31 décembre 2022 sont les suivants :

Catégories de Véhicules	Opérations préalables	Enlèvements	Garde journalière
Véhicules Poids Lourds $3,5\text{ t} \leq \text{PTAC} \leq 7,5\text{ t}$	22,90 €	122,00 €	9,20 €
Voitures particulières	15,20 €	121,27 €	6,42 €
Autres véhicules immatriculés, cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	7,60 €	45,70 €	3,00 €

Depuis l'adhésion de la Ville en 2021 au système d'information national des fourrières automobiles sous l'autorité et le contrôle du ministre chargé de la sécurité routière, un classement automatisé des véhicules en deux catégories est effectué : véhicules à remettre pour vente par les domaines ou véhicules à détruire. Par conséquent, les frais d'expertise ont été supprimés de la grille tarifaire.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier :

Pour l'année 2022, le rapport annuel du délégataire présente un résultat net bénéficiaire de 84 K€, alors que le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait un résultat bénéficiaire de 22 K€, soit un écart de 62 K€ qui s'explique notamment par une hausse du cours de la ferraille sur cet exercice.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 376 K€ soit une augmentation de 16 % par rapport au prévisionnel contractuel et une diminution de 1 % par rapport à l'exercice 2021. Les produits d'exploitation se composent notamment d'enlèvements et d'opérations préalables pour 36 % (501 K€), des ventes de ferraille pour 33 % (455 K€), de gardiennage pour 10 % (140 K€), des judiciaires pour 12 % (167 K€) et de facturations de terrain privé pour 6 % (78 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 280 K€ soit une augmentation de 117 K€ (10 %) par rapport à l'exercice 2021. Elles se composent notamment des charges de personnel pour 49 % (622 K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 8 % (100 K€), des frais et charges de gestion pour 18% (236 K€), des amortissements pour 11 % (147 K€) et des frais de structure pour 7 % (85 K€).

La redevance d'exploitation partie fixe 2022 perçue par la Ville s'élève à 100 K€. Le calcul de la redevance d'exploitation partie variable a été modifié, par avenant 4 du contrat DSP, à partir de l'exercice 2021. Cette part variable est égale à 30 % des produits d'exploitation réalisés par le délégataire sur les opérations effectuées à partir de 1 190 001 €/an de produits d'exploitation, si et seulement si le seuil des 8 500 réquisitions est dépassé. Le deuxième seuil de déclenchement n'étant pas atteint, aucune part variable de la redevance d'exploitation n'est due par le délégataire pour l'exercice 2022.

La politique d'entretien et de renouvellement a été portée à 210 K€ sur la durée du contrat avec une clause d'engagement financier de reversement à la Ville en cas de non utilisation. Au terme du 5^{ème} exercice, le délégataire a utilisé 88 K€.

Conformément au contrat, le délégataire a dépensé 860 K€ en investissement dont 649 K€ en matériel de transport et 144 K€ en agencements (racks de stockage et installation second terrain), constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation.

IV) Conclusion et perspectives :

L'avenant structurel de 2020 a permis de rééquilibrer le contrat de DSP. L'année 2022 permet d'afficher pour la seconde fois en cinq ans de contrat, un résultat bénéficiaire. Les résultats cumulés de la société dédiée restent négatifs, toutefois cette structure est portée par un groupe national important présentant une solidité financière avérée.

La qualité des informations comptables et financières transmises par le délégataire est en nette amélioration. Le service rendu aux usagers est satisfaisant.

Le terme du contrat de délégation de service public est le 31 décembre 2024. Un choix devra s'opérer concernant le mode de gestion de la fourrière automobile à partir du 1^{er} janvier 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif à l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport d'activité 2022 DSP Fourrière.pdf
- Annexe - Liste 2022 Annulations Procédures Article 50.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231211-252444-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/23
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.